

► Le nouvel exécutif communautaire, qui prend ses fonctions le 1^{er} novembre, se met au travail dans un contexte de remise en cause profonde du projet européen.

► En votant en nombre pour les eurosceptiques aux européennes du 25 mai, les citoyens des Vingt-Huit ont envoyé un message de désamour envers l'Europe.

► Si elle ne veut pas voir grandir les risques d'éclatement de l'Union, l'équipe de Jean-Claude Juncker, plus politique que les précédentes, devra y répondre.



La Commission

« de la dernière chance »

► La nouvelle Commission européenne, qui prend ses fonctions le 1^{er} novembre, doit répondre à l'impatience exprimée par les citoyens européens lors des élections du 25 mai dernier.

La Commission « de la dernière chance », comme l'a appelée lui-même son président Jean-Claude Juncker, hérite d'une Europe en crise. La Croix a recensé les conditions du succès de la nouvelle équipe.

► Relancer la croissance en urgence

Pour Jean-Claude Juncker, connu pour ses traits d'humour, « il n'existe à Bruxelles ni missile à tête chercheuse qu'il suffirait d'activer, ni bouton "croissance" sur lequel il suffirait d'appuyer ». Mais le nouveau président de la Commission sera très vite jugé sur ses mesures face à une croissance atone et un taux de chômage à 10,1 %, et 21,6 % chez les jeunes. Voir à une menace

de récession dans la zone euro, alors que la « locomotive allemande » s'essouffle. « Le dogme bruxellois des réformes structurelles et de la consolidation budgétaire doit être complété par des investissements, et vite », affirme une source européenne.

Principale promesse de l'équipe Juncker : la présentation, avant Noël, d'un plan d'investissements publics et privés de 300 milliards d'euros sur trois ans pour financer des projets dans l'énergie, le numérique, l'innovation et les transports. L'annonce a créé des attentes en France, empêtrée dans ses déficits publics. Mais où trouver ces 300 milliards ? C'est la mission confiée au Finlandais Jyrki Katainen (emploi, croissance, investissement et compétitivité), au Letton Valdis Dombrovskis (euro et dialogue social) et à la Bulgare Kristalina Georgieva (budget), tous trois vice-présidents.

« Cela se fera sans créer de nouvelles dettes », promet Jean-Claude Juncker, qui espère attirer les investissements privés. Mais il se garde bien d'abattre ses cartes alors que l'Allemagne a déjà refusé de puiser dans ses ressources pu-

bliques. Parmi les options connues : la hausse du capital de la Banque européenne d'investissement et le redéploiement de fonds européens. Il en faudra d'autres, prévient l'eurodéputé libéral belge Guy Verhofstadt, car « remettre l'économie européenne sur les rails ne se fera pas avec une "resucée" des fonds existants ».

► Rapprocher les citoyens de l'Europe

Cet objectif, essentiel pour empêcher la progression des eurosceptiques, implique de multiples changements : rendre l'Union européenne plus visible dans les États membres, démontrer son utilité, rectifier le discours des dirigeants nationaux attribuant leurs échecs à « Bruxelles », donner une dimension sociale aux politiques.

Tous les commissaires sont concernés, mais le Néerlandais Frans Timmermans, 53 ans, l'est davantage. Ses fonctions de premier vice-président chargé d'une meilleure réglementation, des re-

lations interinstitutionnelles, de l'État de droit et de la charte des droits fondamentaux lui donnent une vision globale des enjeux. Polyglotte, ex-ministre des affaires étrangères, il jouit d'un charisme qui le prédispose à incarner une Commission forte.

L'eurodéputé belge Philippe Lamberts (Verts) doute cependant de la fibre sociale de ce travailleur. « Son analyse du désamour de l'Europe est erronée, estime l'élu. Pour nous, il faut rompre avec les politiques d'austérité. Pour lui, le seul moyen de rapprocher l'Europe du citoyen, c'est d'atténuer la bureaucratie en renvoyant certaines politiques au niveau national. Chacun sait que cela signifie "déréglementation". »

Autre méthode pour créer un lien avec les citoyens : la nomination de commissaires à « contre-emploi », comme le Français Pierre Moscovici aux affaires économiques ou le Britannique Jonathan Hill aux services financiers. En poste à Bruxelles sur les sujets sensibles dans leur pays, ces commissaires sont censés être chez eux les avocats les plus efficaces des politiques européennes. Une stratégie qui relève du pari.

► Réduire la bureaucratie tout en conservant les acquis

Le Néerlandais Frans Timmermans aura donc « carte blanche » pour juger de la pertinence des initiatives des commissaires ainsi que des travaux des six autres vice-présidents. L'objectif de Jean-Claude Juncker ? « Être plus ambitieux sur les grands enjeux et plus modeste sur les petits dossiers. » Mais reste à tracer la frontière entre « grands » et « petits » sujets. La bataille anti-bureaucratie du premier vice-président Timmermans pourrait bien créer des tensions.

Exemple : les eurodéputés réclament avec force un projet, aujourd'hui bloqué par les États, qui allongerait le congé maternité de quatorze à dix-huit semaines. Or ce même projet de directive figurait parmi 54 initiatives communautaires à supprimer ou à traiter par les seuls États, liste dressée à l'intention de Bruxelles par les services de l'ex-ministre néerlandais des affaires étrangères... Frans Timmermans. ●●●

●●● Celui-ci remettra-t-il pour autant en cause des projets recensés dans la liste justement très politiques, comme la taxe sur les transactions financières, un budget de la zone euro, des initiatives contre l'optimisation fiscale pratiquée par de grandes sociétés, ou encore des textes encadrant le regroupement familial ou le soutien financier à la distribution de lait et de fruits à l'école ? « *En cas de désaccord entre les commissaires, Jean-Claude Juncker tranchera en dernière instance* », affirme son entourage.

Au Parlement européen, les Verts, qui ont voté contre la nouvelle Commission, ne digèrent en tout cas pas le fait que Frans Timmermans, surnommé le « *vice-président à la dérégulation* », ait hérité, au cours d'un mi-remaniement, du développement durable, alors que « *c'est une matière qui exige une action réglementaire* ».

► Parler d'une seule voix à l'extérieur

Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, l'Italienne Federica Mogherini, 41 ans, doit défendre une ligne européenne sur la scène internationale. Une gageure, tant les positions des États membres divergent, ceux-ci rechignant à transférer à Bruxelles leurs compétences en matière de politique extérieure. « *La Haute Représentante hérite d'une mission impossible*, explique l'eurodéputée française Marielle de Sarnez (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe), qui a assisté à l'audition de l'ancienne ministre des affaires étrangères italienne. *Il est très difficile de définir une position qui ne soit pas contredite par les États membres.* »

Le cas des relations avec la Russie, acteur majeur dans les dossiers ukrainien et syrien, est emblématique des divisions à clarifier. D'un côté, certains pays de l'ex-bloc de l'Est observent une ligne dure de sanctions face à Moscou quand d'autres, comme l'Allemagne, se montrent plus accommodants avec la politique du chef du Kremlin.

Le virus Ebola constitue également un défi urgent pour l'Union européenne. Chargé de l'aide humanitaire et nommé coordinateur pour Ebola, le Chypriote Christos Stylianides s'est saisi du dossier en promettant « *d'aller dans les pays touchés pour exprimer en personne notre solidarité* » et a annoncé que 800 millions d'euros avaient déjà été mobilisés pour la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone. La somme doit être portée à un milliard d'euros. Compte tenu de ce volontarisme affiché et de l'expertise reconnue des services de la Commission pour l'aide humanitaire, celle-ci semble équipée pour honorer ses engagements.

MARIANNE MEUNIER
et NATHALIE VANDYSTADT (à Bruxelles)

ENTRETIEN PHILIPPE PERCHOC, chercheur à l'université catholique de Louvain, spécialiste de l'usage politique de l'histoire dans les institutions européennes

« L'Europe doit être légitimée par un projet d'avenir, pas par le passé »

► Les enjeux « d'après-demain » devraient, selon le politologue, prendre le pas sur la gestion au quotidien des institutions européennes.

La consolidation de la paix, la promesse de prospérité et l'intégration de l'ex-bloc de l'Est ont été des projets européens. Quel peut être ce projet aujourd'hui ?

Philippe Perchoc : Ces trois promesses sont remises en cause. Les événements en Ukraine montrent que la paix n'est pas totalement acquise. Avec la crise économique, la prospérité est remise en question. Quant à l'élargissement, celui de 2004 n'est pas totalement digéré. On imagine toujours que d'avoir nommé un Polonais (*l'ancien premier ministre Donald Tusk, NDLR*) à la présidence du Conseil européen est exceptionnel, alors que cela devrait être considéré comme normal. Chacun de ces projets était une manière de légitimer la construction européenne à un moment où elle avait très peu de légitimité liée à la représentation.

Le projet pourrait-il être de consolider ces acquis ?

P. P. : Ce n'est pas mobilisateur. La Commission Barroso a eu un projet d'écrire une nouvelle narration pour l'Europe. Elle a consulté des artistes, des écrivains, des universitaires, des représentants du

monde de l'économie... Il en est sorti un document assez fade. Un projet mobilisateur pour demain doit susciter des adhésions et des oppositions, car ce qui veut convenir à tout le monde perd en saveur.

Quelles seraient les promesses les plus mobilisatrices ?

P. P. : Des projets sur lesquels les États européens sont mal positionnés individuellement et qui ne sont pas des enjeux de demain mais d'après-demain : la grande conversion écologique et la révolution énergétique par exemple. Ce sont des domaines pour lesquels il faut prendre des décisions à quinze ans, voire vingt ans.

« La Commission doit prendre des décisions fondamentales la première année. Là est l'urgence. »

Or les systèmes institutionnels nationaux sont tournés vers l'immédiat. Dans ces deux domaines, les Européens ont des préférences qui sont nettement différentes de celles émanant des autres continents.

En matière de numérique par exemple, elles mettent un fort accent sur la protection des données personnelles. Ces préoccupations, typiquement européennes, renforcent le sentiment des citoyens d'être différents des autres. C'est en cela que ces projets sont mobilisateurs.

Économiques, sociaux, culturels... les clivages entre les États membres sont nombreux. Que reste-t-il des valeurs communes qui ont conduit les Européens à s'unir ?

P. P. : L'inquiétude ne doit pas conduire à regarder le passé. Le projet européen doit absolument être tourné vers l'avenir. C'est le projet d'avenir qui légitime l'Europe, ce n'est pas le passé, car on risque d'y trouver des frontières et des oppositions qui empêchent d'avancer.

Durant la campagne pour les européennes, des candidats ont réduit les interrogations de jeunes citoyens à une forme d'ingratitude en leur rappelant qu'ils devaient être reconnaissants envers l'Europe d'avoir apporté la paix. Mais ce qu'il faut, c'est une troisième légitimité européenne, et non un retour en arrière.

Jean-Claude Juncker parle d'urgence à agir. Partagez-vous cette analyse dramatique ?

P. P. : En raison de la politisation des dernières élections européennes, la Commission est un peu comme un gouvernement national. Sa légitimité risque de disparaître au fur et à mesure. Elle doit donc prendre des décisions fondamentales la première année. C'est là qu'est l'urgence. Elle réside aussi dans la nécessité de montrer que son institution détient la boîte à outils. Jean-Claude Juncker entend ne pas se faire doubler par les États.

RECUEILLI PAR MARIANNE MEUNIER

PAROLES VIVIEN PERTUSOT

Responsable du bureau de l'Institut français des relations internationales (Ifri) à Bruxelles

« Les conservateurs occupent les postes les plus importants de la Commission »

« Tous les commissaires sont censés être apolitiques, voire apatrides pour représenter l'intérêt européen. Mais cette Commission se veut politique et, en son sein, les conservateurs y occupent des postes plus importants. Ils seront donc influencés par leur identité politique, au moins au début. En général, la Commission mène des politiques pro-marché, mais Jean-Claude Juncker insiste beaucoup plus sur l'aspect social que son prédécesseur José Manuel Barroso.

Il sera surtout intéressant de découvrir les maîtres de cette Commission. L'un des personnages clés sera sûrement le premier vice-président Frans Timmermans. Jean-Claude Juncker semble vraiment vouloir en faire un garde-fou contre toute initiative qui n'aurait pas sa place parmi les priorités de la Commission, qui sont surtout économiques. Et l'on peut s'attendre à un vrai rapport de force entre certains vice-présidents et certains commissaires. »

RECUEILLI PAR NATHALIE VANDYSTADT (à Bruxelles)

VU DE FRANCE

Les Français demandent plus de protection

► En France, les attentes vis-à-vis de l'Europe se concentrent, comme les craintes, dans le domaine économique et social.

Les élections européennes de mai dernier ont illustré le désamour des Français vis-à-vis de l'Europe. Leur euroscepticisme s'est clairement traduit dans les urnes par une abstention élevée (57,57 %) et une large victoire du Front national (24,86 %), qui a participé de la percée des partis populistes et europhobes au Parlement européen.

« *Il y a une forte progression de l'euroscepticisme au cours des dix dernières années, sous l'effet de la crise* », observe Yves-Marie Cann, directeur chargé de l'opinion à l'institut CSA. En 2004, les Français étaient 67 % à trouver que l'appartenance de la France à l'Union européenne était une bonne chose. En 2014, ils ne sont plus que 51 % (1). « *La critique récurrente et intense, aujourd'hui, c'est l'éloignement perçu*

des institutions européennes. L'architecture européenne ne favorise pas la compréhension du grand public. Ce qui est flou favorise la méfiance », explique Yves-Marie Cann. Toutefois, l'idée européenne ne suscite « *pas de rejet massif* », relève ce spécialiste des sondages, citant l'exemple de l'euro auquel l'adhésion « *ne s'est pas érodée sous l'effet de la crise* ».

« La première raison d'espérer, c'est que le bilan est positif sur les acquis fondamentaux. »

« *La première raison d'espérer, c'est que le bilan est positif sur les acquis fondamentaux, c'est-à-dire vivre en Europe dans un espace de paix, de stabilité et de démocratie* », note Bruno Cautrès, chercheur CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences-Po. « *Il n'y aura jamais de retour en arrière sur les grandes perspectives fondatrices* », ajoute-t-il,

soulignant « *l'accumulation des expériences européennes* » en matière d'abolition des frontières.

Le rejet d'une Europe libérale, les inquiétudes économiques et sociales ou les peurs relatives aux flux migratoires continuent cependant de nourrir les critiques françaises à l'égard de l'Union européenne.

« *Les grandes attentes sont dans la protection dans le domaine économique, de la protection de l'environnement et de la sécurité, en particulier par rapport à la menace terroriste. Attentes de davantage de solidarité entre pays européens* », analyse Bruno Cautrès, pointant du doigt l'isolement italien dans la gestion de la question des migrants. Pour Yves-Marie Cann de l'institut CSA, « *tout l'enjeu est : comment répondre à ces demandes de protection qui émanent de la population française* ».

CORINNE LAURENT

(1) Sondage CSA réalisé par Internet du 22 au 24 avril 2014 auprès de 1 048 personnes.

REPÈRES

LA COMMISSION, MODE D'EMPLOI

- La Commission européenne représente « l'intérêt général de l'Union », par comparaison au Conseil, qui représente l'intérêt des États, et au Parlement, qui représente celui des citoyens. Aussi appelée « *exécutif communautaire* », elle a trois missions principales : veiller au respect des traités européens, proposer des textes législatifs – qui ne doivent pas empiéter sur les prérogatives des États –, mettre en œuvre les politiques de l'Union.
- Elle compte 28 membres, originaires des 28 pays de l'Union, dont son président, Jean-Claude Juncker, et la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères, désormais l'Italienne Federica Mogherini.
- Nouveauté, Jean-Claude Juncker a choisi de renforcer les prérogatives de ses sept vice-présidents en les chargeant de concrétiser de grandes priorités : croissance, emploi, numérique et énergie.